



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

EDITION SPECIALE DELEGATIONS DE SIGNATURE

n° 31 du 5 septembre 2008

Le recueil peut être consulté :

* sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :

www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

* aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 8 septembre 2008

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	556
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	556
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	556
Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières	556
Arrêté N° 08.BMSSE.58 du 2 septembre 2008 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie.....	556
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	556
TRESORERIE GENERALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	556
Trésorerie de Haroué – Vézelize – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Claude PHILIPPE, contrôleur principal.....	556
VOIES NAVIGABLES DE FRANCE	556
Décision du 21 août 2008 portant subdélégation de signature	556

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****Direction du développement durable et des politiques interministérielles***Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières***Arrêté N° 08.BMSSE.58 du 2 septembre 2008 accordant délégation de signature au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'ordonnance modifiée n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu la loi du 28 pluviôse an VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret du président de la République en date du 16 mai 2008 nommant Monsieur Francis PACCAGNINI au grade de colonel ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'ordre de mutation 034524 DEF/GEND/RH/P/PO en date du 12 mars 2008 désignant le Colonel Francis PACCAGNINI pour commander le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} août 2008 ;

Vu le protocole de complémentarité entre la direction régionale des douanes et droits indirects, la direction départementale de la sécurité publique, la direction départementale de la police aux frontières, le groupement de gendarmerie départementale de la Meurthe-et-Moselle et la CRS Lorraine Alsace relatif à la reconduite des étrangers en situation irrégulière en date du 1^{er} mars 2005.

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Art. 1^{er} : Délégation de signature est donnée au Colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie, à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités d'Allemagne, de Belgique et du Luxembourg prévues à l'article L.531-1 de l'ordonnance N° 2004-1248 du 24 novembre 2004 relative à la partie législative du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Art. 2 : Le Colonel Francis PACCAGNINI, commandant du groupement de gendarmerie, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Art. 3 : L'arrêté préfectoral n° 07.BMSSE.32 du 6 mai 2008, accordant délégation de signature au Lieutenant-Colonel Xavier LEJEUNE, est abrogé.

Art. 4 : Le secrétaire général de la préfecture et le commandant du groupement de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée au Trésorier-Payeur Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 septembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**Trésorerie générale de Meurthe-et-Moselle**

Trésorerie de Haroué – Vézelize – En date du 4 juillet 2008 : procuration sous seing privé à donner par les comptables du trésor à leurs fondés de pouvoirs temporaires ou permanents et délégation de signature à Madame Claude PHILIPPE, contrôleur principal

Le soussigné Denis LOUIS, Trésorier par intérim de Haroué – Vézelize

Déclare :

constituer pour son mandataire spécial et général Mme Claude PHILIPPE, contrôleur principal

lui donner pouvoir de gérer et administrer, pour lui et en son nom, la Trésorerie de HAROUE-VEZELISE,

d'opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, de recevoir et de payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, d'exercer toutes poursuites, d'acquitter tous mandats, et d'exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, de donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, de signer récépissés, quittances et décharges, de fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, d'opérer à la Recette des Finances/Trésorerie Générale les versements aux époques prescrites et en retirer récépissé à talon, de le représenter auprès des agents de l'administration des Postes pour toute opération.

En conséquence, lui donner pouvoir de passer tous actes, d'élire domicile et de faire, d'une manière générale, toutes les opérations qui peuvent concerner la gestion de la Trésorerie de HAROUE-VEZELISE, entendant ainsi transmettre à Mme Claude PHILIPPE tous les pouvoirs suffisants pour qu'elle puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente procuration.

Signature du mandataire
Claude PHILIPPE
Contrôleur Principal

Signature du mandant
Denis LOUIS
Trésorier par intérim

Haroué, le 4 juillet 2008

Voies navigables de France**Décision du 21 août 2008 portant subdélégation de signature**

Le directeur interrégional de VNF

Vu le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la loi n°91-1385 du 31 décembre 1991, modifiée portant dispositions diverses en matière de transport,

Vu la loi n°2001-43 du 16 janvier 2001 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des transports,

Vu le décret du 6 février 1932, modifié, portant règlement général de police des voies de navigation intérieure,

Vu le décret n°60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France,

Vu le décret n°91-796 du 20 août 1991 modifié, relatif au domaine confié à Voies navigables de France par l'article 124 de la loi de finances pour 1991,

Vu le décret n°91-797 du 20 août 1991 modifié relatif aux recettes de Voies navigables de France,

Vu l'arrêté du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, chef du Service de la Navigation de Nancy, à compter du 2 novembre 2005,

Vu la délibération modifiée du conseil d'administration de Voies navigables de France du 1er octobre 2003,

Vu la décision du 7 août 2008 portant délégation de signature de M. Michel MARGNES, Président par intérim du Conseil d'administration de Voies navigables de France, à M. Thierry DUCLAUX, Directeur général de Voies navigables de France,

Vu la décision du 8 août 2008 portant délégation de signature du Directeur Général de Voies navigables de France à M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la navigation du Nord-Est,

Vu la décision portant subdélégation de signature en date du 14 avril 2008,

DECIDE

Art. 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Jean ABELE, Adjoint au Directeur interrégional, à l'effet de signer dans les mêmes conditions, tous les actes ou documents dont les signatures lui ont été déléguées par la décision susvisée du 8 août 2008.

Art. 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Michel COURTEAU, responsable de l'Arondissement Développement de la Voie d'Eau, et en cas d'absence ou d'empêchement de M. COURTEAU à Mme Michelle LAQUENAIRE, adjointe, à l'effet de signer les actes suivants ainsi limités :

- Transactions prévues par l'article L.2132-25 du code général de la propriété des personnes publiques, lors de contraventions de grande voirie déferées devant le juge administratif relatives, exception faites des transactions portant sur des astreintes liquidées par le juge administratif, à :

* l'interdiction de circuler sur les digues et chemins de halage,

* l'interdiction de stationner et circuler sur les écluses, barrages et ponts mobiles,

* l'interdiction de laisser stationner des véhicules routiers sans autorisation sur le domaine public fluvial et dans les ports.

- Transactions sur la poursuite des infractions relatives à l'acquittement des péages prévues par la loi n°91-1385 du 31 décembre 1991 susvisée ;
- Transactions concernant tout litige lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € à l'exception des transactions relatives au recouvrement des recettes de l'établissement ;
- Conventions d'indemnisation lorsque la somme en jeu est inférieure à 16 000 € ;
- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 € ;
- Contrats et conventions relatifs aux ventes, acquisitions, échanges de biens immobiliers d'une valeur inférieure à 31 000 € et de biens mobiliers dans la limite de 46 000 € ;
- Conventions d'usage temporaire n'excédant pas 5 ans ou portant sur une superficie du domaine inférieure ou égale à 20 ha ;
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Aides aux embranchements fluviaux d'un montant global et forfaitaire n'excédant pas 153 000 € à condition que la convention soit conforme à la convention type d'aides aux embranchements fluviaux ;
- Passation des concessions et conventions d'affermage portant sur toute installation portuaire de plaisance, y compris d'équipements légers, dont le cahier des charges ne comporte pas de modification substantielle du cahier des charges contenu dans l'instruction sur les concessions portuaires du 8 janvier 1999,
 - * passation de tous actes s'y rapportant à l'exception de la décision de prise en considération,
 - * passation de tout acte relatif au contrôle de l'exploitation des ports fluviaux ayant fait l'objet d'une délégation de service public, quelle que soit l'autorité ayant signé le cahier des charges ;
- Acceptation de participations financières n'excédant pas la somme de 61 000 € ;
- Octroi, à des personnes autres que les associations, de subventions n'excédant pas la somme de 23 000 € par opération de travaux, d'études générales ou de développement de la voie d'eau ;
- Octroi de subventions aux associations n'excédant pas la somme de 3 000 € par an et par association ;
- Décisions d'aide aux adaptations techniques de la cale et à la modernisation des entreprises du transport fluvial ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Établissement y compris toute déclaration ou demande d'autorisation administratives, et notamment le contreseing des superpositions d'affectations ;
- Les états substitutifs établis en cas de défaut de transmission de la déclaration de flotte ou d'inexactitude de celle-ci prévus par l'article 6 quinquies du décret n°91-797 du 20 août 1991 susvisé ;
- Tous actes d'exécution en dépenses et en recettes des décisions ou conventions signées par les autorités compétentes du siège de l'établissement prévoyant expressément une exécution par le service mis à disposition de Voies navigables de France.

Art. 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Philippe LEFRANC, responsable de l'Arrondissement Eau/Environnement à l'effet de signer les actes suivants :

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;

Art. 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Dominique BOURDELON, Secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de M. BOURDELON à M. Xavier MANGIN, secrétaire général adjoint, à l'effet de signer les actes suivants :

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 € ;
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;

Art. 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. André MAGNIER, responsable de l'Arrondissement Etudes et Grands Travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement de M. MAGNIER à M. Daniel BALY, adjoint, à l'effet de signer les actes suivants :

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;

Art. 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Jean-Louis AUBERTEIN, responsable de l'Arrondissement Entretien/Exploitation à l'effet de signer les actes suivants :

- Baux et contrats de location d'immeuble ou de biens mobiliers pour un loyer annuel inférieur à 16 000 € ;
- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Tous autres actes en matière d'exploitation, d'entretien et d'amélioration du domaine géré par l'Établissement y compris toute déclaration ou demande d'autorisation administratives, et notamment le contreseing des superpositions d'affectations ;

Art. 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Philippe MORETAU, subdélégation est donnée à M. Olivier VERMOREL, responsable de l'Arrondissement Prospective Gestion et Financement, à l'effet de signer les actes suivants :

- Pour la section de fonctionnement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;
- Pour la section d'investissement, possibilité d'effectuer des virements de crédits entre les comptes dans la limite des crédits délégués ;

Art. 8 : La subdélégation de signature du 14 avril 2008 est abrogée.

Art. 9 : La présente décision sera publiée au bulletin officiel des actes de Voies navigables de France, ainsi qu'aux recueils des actes administratifs de l'Etat dans les départements situés dans l'emprise de la Direction interrégionale du Nord-Est.

Nancy, le 21 août 2008

Le directeur interrégional,
Jean-Philippe MORETAU

